

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! – Karl MARX

L'étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Orange
Raspail



Lundi 20 avril 2020

Confinement, déconfinement :

Mêmes inégalités, même cynisme, mêmes incohérences !

Macron avait mis à « l'honneur » celles et ceux qui jusque-là « n'étaient rien », pour appeler au déconfinement le 11 mai. Philippe a dramatisé et annoncé quelques vagues adaptations. Mais le ton est donné : « La crise économique ne fait que commencer, elle sera brutale »... pour les travailleurs. Et l'effort commence par la reprise du travail, nous disent-ils.

Macron et Philippe en Mère Teresa

Dans les milieux populaires, les conditions du confinement deviennent insoutenables : chômage partiel ou total, contrats précaires brutalement interrompus, prise de risque au travail, logements exigus voire insalubres, harcèlement policier... Pour certains, il devient même difficile de se nourrir et de répondre aux besoins de leur famille. Le confinement révèle et accentue encore l'injustice sociale. Le gouvernement fait mine de s'apitoyer et annonce des aumônes... dérisoires par comparaison avec la centaine de milliards prévus pour aider prioritairement le patronat des grandes entreprises.

Déconfinement : priorité à la reprise des profits !

Macron avait abandonné la semaine dernière la pose guerrière pour prôner un autre « monde d'après », en lançant le signal de la fin du confinement pour le 11 mai. Car le chef du Medef l'a dit : « la relance, c'est maintenant », celle des profits, en faisant payer les salariés. Au menu : subventions aux entreprises (20 milliards supplémentaires votés samedi à l'Assemblée), prêts garantis par l'État, exonérations de taxes, chômage partiel financé par nos impôts, congés différés ou imposés par les patrons et autres dérogations au Code du travail, comme la hausse possible du temps de travail à 60 heures hebdomadaires dans certains secteurs.

Et désormais, pression pour faire reprendre le travail par le chantage à l'emploi. Les promesses de masques « grand public » et de tests – pas sûr qu'elles soient suivies d'effet ! – n'ont qu'un objectif : faire revenir les salariés à l'usine ou au bureau, comme dans le « monde d'avant ».

Les profs ne sont pas dupes

Et comme il faut bien s'occuper des enfants de ceux qu'on renvoie au turbin, Macron a annoncé la

réouverture des écoles à partir du 11 mai !

Balayés donc les risques de rebond de l'épidémie que pointent les médecins. Le gouvernement invoque hypocritement les inégalités scolaires que le confinement accentue indéniablement. Mais qui va croire que c'est le souci de Blanquer dont la politique a été de renforcer le tri social à l'école ? Certainement pas les enseignants qui dénoncent l'incohérence du déconfinement (bars et restaurants restent fermés, mais pas les établissements scolaires qui concentrent des centaines voire des milliers de jeunes ?) et redoutent les conséquences sanitaires de cette garderie géante, tout en sachant que ce confinement prolongé est plus que difficile à vivre pour beaucoup d'élèves et de familles.

Mais comment imaginer accueillir des élèves dans des conditions décentes alors que les établissements scolaires sont déjà sous-dimensionnés et sous-équipés en temps normal ?

Se défendre dès maintenant contre les mauvais coups

À peine annoncée, la prime de 1 500 € pour les personnels soignants est déjà restreinte à certaines professions et aux départements les plus « exposés ». Il n'y a pas de petites économies. Mais cette prime ponctuelle, cette « carotte » comme disent les infirmières, aides-soignantes et autres agents hospitaliers, ne fait pas oublier la responsabilité des gouvernements successifs dans la casse de l'hôpital, ni les revendications de celles et ceux qui revendiquent depuis un an des moyens, du personnel et une hausse des salaires de 300 € mensuels pour tous.

Le refrain de l'unité nationale ne couvre plus la colère qui monte. Préparer la « reprise », c'est s'opposer dès maintenant à ceux qui veulent nous faire payer la facture en rognant sur les salaires, les congés ou les conditions de travail.

Orange à l'heure du Covid-19

La direction de Orange n'aura finalement pas réussi à entraîner les syndicats, sauf un, dans sa manœuvre pour imposer par accord la prise forcée de congés, sous prétexte de confinement. Elle a donc décidé d'appliquer ces mesures de son proche chef, ce que permettent les ordonnances prises fin mars par le gouvernement.

En apparence, du moins. Car les textes prévoient cette possibilité « *lorsque l'intérêt de l'entreprise le justifie eu égard aux difficultés économiques liées à la propagation du covid-19* ». On sait que « *l'intérêt de l'entreprise* » se confond avec celui des actionnaires...

Quant aux « *difficultés économiques* » de Orange, dont le business se porte bien, voire mieux qu'avant dans certains secteurs...

* * *

Stéphane Richard s'est par ailleurs vanté de ce que Orange n'avait pas eu recours aux aides de l'État, notamment aux mesures de chômage partiel.

Il « *oublie* » juste de préciser que le contraire aurait rendu difficile le versement de dividendes aux actionnaires, auquel Orange n'a l'intention de renoncer ni pour le reliquat de 2019 ni pour 2020 !

* * *

Vendredi dernier, 17 avril, la direction de Orange a annoncé qu'elle maintenait le versement aux actionnaires d'un reliquat de dividendes pour 2019. Oh, certes, en le divisant par 2... Compte tenu de l'acompte déjà versé, ce sera finalement 50 centimes par action au lieu des 70 initialement annoncés. Quel effort !

Pour justifier cette « *mesure responsable et équilibrée* », Stéphane Richard a expliqué sur France Inter que « *nos actionnaires, ce sont beaucoup d'individus, de retraités, et même de familles. Ce ne sont pas de grands fonds de pension américains ou des spéculateurs, ce sont des gens comme vous et moi qui comptent sur ce revenu.* »

Lui et nous ? Si des salariés se sont vu attribuer quelques actions, heureusement qu'ils ne comptent pas sur ce qu'elles rapportent payer leur loyer ! Stéphane Richard non plus, d'ailleurs, même si on veut bien croire qu'il attend de ses titres un substantiel quoique superflu complément de revenu.

* * *



À l'appui de son projet de ne pas renoncer au versement de dividendes, le même Stéphane Richard avait trouvé il y a peu un autre prétexte : l'État étant actionnaire de Orange, ce versement va renflouer les caisses de la Banque publique d'investissement, permettant ainsi à celle-ci de mieux aider d'autres entreprises aux prises avec des difficultés liées au covid-19.

Mieux vaut en rire...

* * *

Profitant de son statut d'entreprise d'importance vitale, Orange a pu, malgré le confinement officiel, poursuivre – et faire poursuivre – bien des activités sur le terrain... quitte, dans certaines Unités d'intervention, à qualifier de vitaux des travaux qui ne l'étaient manifestement pas.

Mais pour les techniciens, les équipements (masques, gel, etc.) se sont fait attendre... Finalement, les techniciens Orange en ont reçu, *a minima*. Et la direction s'est même offert le coup de pub de distribuer des masques aux grosses entreprises de sous-traitance. Des masques qui n'arriveront pas jusqu'aux nombreux salariés voire auto-entrepreneurs de la sous-traitance en cascade !

LES PATRONS AVANCENT MASQUÉS



Vous voulez commenter ou recevoir ce bulletin par email ? Écrivez-nous ou envoyez-nous votre adresse...

etincelleorange.blogspot.com Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! etincelle.orange@gmail.com www.npa2009.org